

Les années Mitterrand 1984-1988 vues des régions

Gilles Richard et Sylvie Ollitrault (dir.), *Les années Mitterrand 1984-1988. L'alternance et la première cohabitation vue des régions*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, 310 p.

Gilles Candar



Issu d'un colloque tenu à l'automne 2015, ce livre réunit en quelques trois cents pages une vingtaine de communications traitant peu ou prou de « l'alternance et la première cohabitation vue des régions ». Ouvert par l'historien Gilles Richard, codirecteur de l'entreprise, il est clos par sa deuxième codirectrice, la politiste Sylvie Ollitrault, qui note elle-même un certain déséquilibre dans la pluridisciplinarité annoncée puisque les contributions du corps de l'ouvrage sont à 85 % proposées par des historiens. Plus préoccupant sans doute car révélateur d'une situation assez répandue en histoire politique, ce collectif est aussi très masculin : les dix-huit collègues conviés à participer au livre sont tous des hommes, alors que les politistes se montrent parfaitement paritaires (deux hommes et deux femmes).

Le découpage chronologique est assez serré : quatre années couvrant pour l'essentiel la période des gouvernements Fabius (1984-1986) et Chirac (1986-1988). On pourrait imaginer qu'il va induire la mise en valeur d'un beau rétablissement politique. Au départ, François Mitterrand est très affaibli : les résultats des élections locales ont été plus que médiocres (municipales de 1983 et cantonales de 1985), le Parti communiste est officiellement passé dans l'opposition lors du changement de gouvernement en 1984, et le chef de l'État doit faire face à la montée des contestations sociales et d'un sentiment de déception dans son camp. Il parvient pourtant à être réélu en 1988 au nom de la France unie sur la base d'une *Lettre à tous les Français* et d'un rejet du retour de la droite. L'ouvrage n'adopte pas cette orientation, sans doute parce qu'en 2015 les diverses espérances d'un retour de la gauche, électoralement réussi (1988, 1997, 2012) ou non (2007), semblaient avoir épuisé leurs charmes. Aussi, dans son texte liminaire, Gilles Richard préfère évoquer « le grand renoncement des gauches à "changer la vie" ». Difficile de contester son choix car, aujourd'hui encore, cette incapacité ou impuissance, pour nous en tenir à un vocabulaire supposé moins chargé d'affects, continue à nourrir une désaffection à l'égard de la gauche, du moins comme force de gouvernement, dont nous ressentons toute l'acuité, et éventuellement le péril en vue de la future alternance.

À la suite du colloque, le livre procède à l'analyse de ces quelques années à travers le prisme des partis, traditionnels (à l'époque il s'agissait en principe des PS, PCF, RPR et UDF) ou au contraire émergents, avec les écologistes, les nationalistes corses, les

régionalistes bretons et les jeunes trotskistes de la LCR. Rien toutefois, bien qu'il soit parfois évoqué en creux, sur le grand fait politique de la période : la percée du Front national confirmée aux élections européennes de 1984 comme aux élections régionales et législatives de 1986. L'approche régionale est privilégiée parmi les contributions alors que, pour la première fois, les conseils régionaux sont élus au suffrage direct en 1986. Pour autant, à l'exclusion du national traité en introduction et en conclusion, les jeux d'échelle sont mobilisés et représentés par une approche départementale (Mitterrand et la Nièvre traitée par Jean Vigreux) et quelques études locales : le canton de Cavaillon, exploré de manière très complète par Christian Chevandier, ou la municipalité alors communiste de Villejuif, en banlieue parisienne, et sa politique, du moins le discours de sa politique tenu à l'égard des jeunes et des questions de sécurité, qu'analyse la politiste Maëlle Moalic-Minnaert. Dirigé par deux universitaires travaillant à Rennes et paraissant aux Presses universitaires de Rennes (PUR), l'ouvrage privilégie assez logiquement l'Ouest du pays avec neuf communications (45 % de l'ensemble), ce qui peut tendre mécaniquement à mettre un peu plus en valeur les forces socialistes et écologistes qui s'y implantent alors. En contrepartie, à une exception près, il fait à peu près disparaître l'Île-de-France (19 % de la population métropolitaine néanmoins).

Certains auteurs, notamment parmi les plus expérimentés dans la partie consacrée aux mutations électorales au prisme des régions, portent leur regard au-delà de la périodisation indiquée, afin de mieux dégager les tendances de fond : forte atténuation des bastions régionaux, poussée à gauche dans l'Ouest (Christian Bougeard, Michel Boivin), mais aussi en Lorraine (François Audigier) alors qu'au contraire les implantations socialistes et communistes reculent fortement en Provence (Jean-Marie Guillon et Christian Chevandier). La mort tragique de Gaston Defferre donne à cet affaissement une apparence dramatique, mais celui-ci s'inscrit dans un mouvement de fond, déjà visible dans le basculement du Var passé entre 1974 et 1981 du camp majoritaire de Mitterrand à celui de Giscard d'Estaing. L'évolution économique et sociale, le renouvellement des générations avec l'effacement de celle liée à la Résistance, les transformations culturelles ou sociétales sont évidemment scrutées afin de comprendre les raisons profondes de ce changement. L'historien se montre souvent plus à l'aise avec la description des modalités qu'avec la détermination de causalités souvent insaisissables et difficiles à établir. Comme l'avait souligné Frédéric Sawicki à propos de la disparition du Var rouge¹, l'effondrement frappe en tout cas par son ampleur et sa rapidité lorsque l'élu, au cœur d'un réseau de solidarités et de relations de clientèle ou de sociabilité, perd son mandat. Toutefois, ce qui se serait retrouvé par exemple dans nombre de municipalités PS et PCF perdues en banlieue parisienne, peut souffrir quelques exceptions. Au moment du colloque était ainsi évoquée « la chute de Jean-Noël Guérini » dans les Bouches-du-Rhône comme exemple de la « décomposition interne » du PS. Certes, mais trois ans après, le même élu, sénateur et conseiller départemental en vue de La République en marche, semble bien placé pour continuer à jouer un rôle politique important dans sa région. Il est vrai qu'en revanche le Parti socialiste jadis dominant a poursuivi et accentué son déclin.

Est-il possible de renverser le cours des choses ? Des contributions se penchent sur les tentatives de politiques publiques dans le chapitre ainsi nommé et il est possible d'y rattacher les suivantes, présentées sous les auspices des « luttes sociales et

¹ Frédéric Sawicki, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, « Socio-histoires », 1997.

restructurations économiques », souvent décidées par ces politiques publiques ou leur répondant. La répartition des communications souhaitant analyser des luttes sociales ou des campagnes d'opinion, qui n'était pas aisée à réaliser, est d'ailleurs significative. Les combats contre les lois scolaires (Savary en 1984, puis Devaquet en 1986 pour l'université) sont placés au début du livre, qui se prolonge en évoquant les agitations régionalistes et écologistes, avant que le lecteur ne retrouve les luttes sociales plus traditionnelles (paysannes et ouvrières). On en comprend les raisons d'exposition dramatique : ce fut à chaque fois le symbole de l'échec du pouvoir en place, mais c'est naturellement aussi choisir une des lectures possibles de ce qui se joue dans la politique et la société de ces années chahutées.

Quoi qu'il en soit, la réflexion sur la politique gouvernementale, ainsi que sur celle menée par les éventuels relais locaux et régionaux, ne se cristallise pas aisément. Les communications, appuyées sur des travaux personnels, n'ont pas vocation à aller nécessairement au cœur de l'action menée par les gouvernements concernés, en principe antinomiques, et peuvent porter sur des sujets assez divers, c'est la loi du genre de tout colloque. Ainsi, la passionnante communication de Sébastien Châble apparaît un peu décalée par rapport à celles qui l'environnent. On y assiste à un bel exercice d'histoire politico-culturelle avec la commémoration en Normandie du 6 juin 1944 redéfinie et utilisée par un pouvoir mitterrandien habile à frayer son chemin en bousculant la tradition gaulliste, représentée localement par l'ancien ministre Raymond Triboulet, fondateur dès 1945 du Comité du Débarquement. Célébration de l'OTAN, main tendue à l'URSS, préparation d'une réinsertion de l'Allemagne dans la geste mémorielle, rééquilibrage de celle-ci au profit de la Résistance intérieure face aux Français libres, mais aussi localement mise en avant de Caen plutôt que Bayeux comme capitale historique de la bataille de Normandie, la présidence de la République déploie une action méthodique et semble-t-il parfaitement maîtrisée. Il n'est pas impossible toutefois que ces enjeux échappent, ou du moins intéressent finalement assez peu la masse des citoyens, sans doute porteurs d'une mémoire plus complexe et plus complète que prendra en compte la commémoration de 2014 avec François Hollande.

Pour l'essentiel, la désindustrialisation s'impose en toile de fond de la période, en Bretagne comme en Lorraine ou dans le Bourbonnais. Face à la crise, que peuvent gouvernement et collectivités locales ? Devant le désastre de la désindustrialisation en région montluçonnaise, Fabien Conord suit un François Mitterrand habile à plaider le dossier de l'amélioration du bassin d'emploi par un effort sur la formation et les moyens de transport, mais de manière déjà assez distanciée et sans grands relais locaux. Les « jeunes sangliers » de l'ancien président de la FGDS étaient-ils d'une qualité inférieure aux « jeunes loups » gaullistes des années 1960 ? À Brive-la-Gaillarde en tout cas, et dans sa région, l'un de ces derniers se démène sans compter : Jean Charbonnel, longtemps député et maire de la ville de 1966 à 1995, ancien ministre du Développement industriel et scientifique, réussit à faire venir sept entreprises (mille emplois au total) avec son programme « usines clés en main » (Bastien Gorse). Las, dans une situation politique difficile, à la recherche d'un « gaullisme de gauche », il se retrouve coincé entre le Parti socialiste et son rival local, maître de la Haute-Corrèze, Jacques Chirac. Mais avant de succomber politiquement dans cette lutte, il se bat bien et son action paraît porter ses fruits à plus long terme. L'importance du rôle des grands responsables locaux, déjà suggérée par l'illustration de couverture du livre mettant en avant le maire de Rennes, Edmond Hervé, entre le président Mitterrand et le ministre Madelin, est de surcroît soulignée par l'article d'Édouard Lynch sur le maire de

Chambéry, Louis Besson, qui fut député, président du conseil général, ministre et sénateur, mais surtout ici maître d'œuvre de la loi Montagne (1985) et de ses appellations contrôlées, bon support à un développement régional. Les articles de Michel Boivin, Jérôme Letournel et Sébastien Châble concernant Louis Mexandeau, qui ne fut jamais maire de Caen, mais puissant patron de la fédération socialiste du Calvados, député, ministre et élu régional, soulignent eux aussi clairement ce phénomène. Les partis jouent sans doute encore un rôle important, mais à lire le livre, ce sont bien les grands notables locaux, et les problèmes posés par leur absence éventuelle, qui semblent dominer la période.

Un ouvrage évidemment parcellaire, des enquêtes et un questionnement qui demanderaient parfois à être amplifiés, mais au final d'utiles éléments pour une étude de ces années où semblent s'être nouées les origines du profond malaise social actuel.